



SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

Du Lundi 12 avril 2021

Compte rendu par extraits

Conformément aux articles L 2121-25 et R 2121-11 du CGCT

Le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire sous la présidence de Maître Jordan DARTIER, Maire.

Mmes et MM. Jordan DARTIER, Bernard SAUCEROTTE, Sandrine MAZARS, Gérard ALLARD, Pascale GENIEIS-TORAL, Jacques BOLINCHES, Nicole LEFFRAY-VINCENTS, Jean-Luc PRADES, Muriel PRADES, Pierre ROS, Lucette ALBERTO, Chantal MESLARD, Elie SOTOMAYOR, Gilbert GIMBERNAT, Maryse OLIVÉ, Marie SANCHEZ-RUIZ, Marie-Josée VILLETTE, Claude DAULIACH, Isabelle E SILVA PENDRELICO, Carl COIGNARD, Jean-Philippe COMPAN, Jean-Luc LENOIR, Pascal VIVIANI, Sandrine MORONI, Elisabeth CERNEAU, Yvon MARTIN.

Procurations :

Carole MAUREL donne pouvoir à Gérard ALLARD.

Lucien BABAU-RODRIGUEZ donne pouvoir à Bernard SAUCEROTTE.

Olivier CABASSUT donne pouvoir à Pascal VIVIANI.

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte, après avoir constaté le quorum, à 18h31.

Gérard ALLARD est désigné secrétaire de séance.

Le compte rendu de la séance du 18 mars 2021 est approuvé à l'unanimité.

Ordre du jour

Délibération n°2021-04-12-1a

Objet : Constitution de la Commission consultative des marchés forains

Suite à la création de la Commission consultative des marchés forains par délibération n°2014-11-28-2g en date du 28 novembre 2014, permettant la consultation et les discussions nécessaires et régulières relatives à l'organisation des marchés, il est nécessaire de réactualiser la liste des membres permanents.

Il est donc proposé au Conseil Municipal la composition suivante :

- Le Maire ou son représentant, Président,
- La conseillère municipale déléguée à la Propreté, aux Commerces, à l'Artisanat, aux Marchés et Braderies
- L'adjoint au Maire délégué à la Sécurité et aux Ressources Humaines,
- L'adjointe au Maire en charge du Droit des Sols
- La conseillère municipale déléguée aux relations avec les Acteurs économiques locaux
- La conseillère municipale déléguée à la Proximité et aux Comités de quartier
- Le responsable du service des Régies, Foires et Marchés
- Les représentants des commerçants non sédentaires, issus des différents syndicats ou non (5 maximum)
- Un membre de chaque groupe d'opposition

Le Président (ou son représentant) pourra se faire assister par les agents municipaux dont la présence est susceptible d'être utile à l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour des réunions de la Commission des marchés tels que le Chef de la Police Municipale, le Directeur Général des Services ou encore le Régisseur placier. De même, pourront être invités à participer des représentants de commerçants sédentaires, des représentants élus ou permanents des Chambres Consulaires.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver la nouvelle composition.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 29

Pour : 29

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **APPROUVE** la nouvelle composition de la Commission consultative des marchés forains,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

Délibération n°2021-04-12-1b

Objet : Délégation de service public simplifiée pour l'exploitation de la fourrière automobile

Par délibération en date du 23 novembre 2018, le Conseil Municipal a approuvé la convention de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de la fourrière automobile entre la Commune de Vias et l'entreprise Agde Assistance Auto, pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2019.

La Délégation de Service Public pour la fourrière automobile arrive à échéance le 31 décembre 2021.

A cette ultime échéance, la Commune souhaite à nouveau confier la gestion de l'exploitation de la fourrière automobile à un délégataire, par un contrat de concession de service public en application des articles L.1411-1 et suivants du CGCT et L1121-3 du Code de la commande publique, pour une durée de 4 ans.

Pour rappel, les missions principales du délégataire sont :

- l'enlèvement des véhicules en infraction,
- l'enlèvement des véhicules accidentés constituant une gêne ou un danger pour les usagers,
- l'enlèvement des véhicules à l'état d'épave,
- la garde des véhicules,
- la restitution des véhicules aux propriétaires ou aux conducteurs sur production d'autorisations réglementaires,
- le déplacement des véhicules dans le cadre de manifestations ponctuelles, travaux ou en cas de nécessité d'ordre général
- la tenue d'un tableau de bord des activités de la fourrière.

Comme précédemment, le délégataire sera rémunéré par la perception auprès des propriétaires de véhicules des frais d'enlèvement, des frais de fourrière ainsi que des frais de garde journalière des véhicules, sur la base des taux maxima fixés par l'arrêté ministériel en vigueur.

Compte tenu des exigences légales en la matière, il sera procédé à une mise en concurrence.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le principe de la Délégation de Service Public à compter du 1^{er} janvier 2022 pour l'exploitation de la fourrière automobile et autoriser Monsieur le Maire à signer tout document afférent à cette procédure.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 29

Pour : 29

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **AUTORISE** le principe de la Délégation de Service Public à compter du 1^{er} janvier 2022 pour l'exploitation de la fourrière automobile,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

Délibération n°2021-04-12-2a

Objet : Compte de gestion 2020 de la Commune

Le Compte de Gestion constitue la reddition des comptes du comptable public à l'ordonnateur.

Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Le Compte de Gestion 2020 du Trésorier pour le budget principal de la Commune est en concordance avec le Compte Administratif.

Le Trésorier Principal a repris dans ses écritures le montant des titres de recettes émis et celui de tous les paiements ordonnancés en 2020. Il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Le compte de gestion du budget principal de la commune n'appelle aucune observation ni réserve.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le Compte de Gestion de la Commune.

CECI EXPOSE, MONSIEUR LE MAIRE

Retire le point 2021-04-12-2a de l'ordre du jour car un problème technique de l'application Hélios de la Direction Générale des Finances Publiques n'a pas permis le vote du compte de gestion de la Commune. Par conséquent, ce point sera reporté ultérieurement.

Délibération n°2021-04-12-2b

Objet : Compte de gestion 2020 du budget annexe du théâtre de l'Ardaillon

Le Compte de Gestion constitue la reddition des comptes du comptable public à l'ordonnateur.

Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Le Compte de Gestion 2020 du Trésorier pour le budget annexe du Théâtre de l'Ardaillon est en concordance avec le Compte Administratif.

Le Trésorier Principal a repris dans ses écritures le montant des titres de recettes émis et celui de tous les paiements ordonnancés en 2020. Il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Le Compte de Gestion du budget annexe du Théâtre de l'Ardaillon n'appelle aucune observation ni réserve.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le Compte de Gestion du budget annexe du Théâtre de l'Ardaillon.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL DELIBERE

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstentions : 4 (Jean-Luc LENOIR, Pascal VIVIANI, Olivier CABASSUT, Sandrine MORONI)

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **APPROUVE** le compte de gestion 2020 du budget annexe du Théâtre de l'Ardaillon.

Délibération n°2021-04-12-2c

Objet : Compte Administratif 2020 de la Commune

Le Compte Administratif retrace les réalisations budgétaires de l'année. Il doit être approuvé en tout point conforme au compte de gestion du comptable public.

Pour l'exercice 2020 elles s'élèvent :

- En section de fonctionnement à 8 662 156.50 € en dépenses et à 9 945 910.63 € en recettes ;

- En section d'investissement à 3 728 441.12 € en dépenses et à 1 717 002.38 € en recettes ;

Le Compte Administratif laisse ainsi apparaître un excédent de fonctionnement de 1 283 754.13 € et un déficit d'investissement de 2 011 438.74 €.

A ces résultats, les reports de l'exercice 2019 ont été repris pour un excédent de 1 221 587.78 € en section de fonctionnement et un excédent de 165 661.41 € en section d'investissement.

L'excédent net de clôture s'élève donc à 2 505 341.91 € en section de fonctionnement et le déficit net de clôture à 1 845 777.33 € en section d'investissement.

En l'absence de Monsieur le Maire, sous la Présidence de Monsieur Bernard SAUCEROTTE, 1er Adjoint, il est donc demandé au Conseil Municipal de voter le Compte Administratif 2020 du budget principal de la Commune.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 22

Ne prend pas part au vote : 3 (Monsieur le Maire Jordan DARTIER, Elisabeth CERNEAU, Yvon MARTIN)

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 4 (Jean-Luc LENOIR, Pascal VIVIANI, Olivier CABASSUT, Sandrine MORONI)

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **VOTE** le compte administratif 2020 du budget principal de la Commune.

Délibération n°2021-04-12-2d

Objet : Compte Administratif 2020 du budget annexe du théâtre de l'Ardillon

Le Compte Administratif retrace les réalisations budgétaires de l'année. Il doit être approuvé en tout point conforme au compte de gestion du comptable public.

Pour l'exercice 2020 elles s'élèvent :

- En section de fonctionnement à 232 542.06 € en dépenses et à 181 182.39 € en recettes ;
- En section d'investissement à 23 818.23 € en dépenses et à 43 892.32 € en recettes ;

Le Compte Administratif laisse ainsi apparaître un déficit de fonctionnement de 51 359.67 € et un excédent d'investissement de 2 329.35 €.

A ces résultats, les reports de l'exercice 2019 ont été repris pour un excédent de 63 917.31 € en section de fonctionnement et un excédent de 17 744.74 € en section d'investissement.

L'excédent net de clôture s'élève donc à 12 557.64 € en section de fonctionnement et à 20 074.09 € en section d'investissement.

En l'absence de Monsieur le Maire, sous la Présidence de Monsieur Bernard SAUCEROTTE, 1er Adjoint, il est donc demandé au Conseil Municipal de voter le Compte Administratif 2020 du budget du Théâtre de l'Ardillon.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 24

Ne prend pas part au vote : 1 (Monsieur le Maire Jordan DARTIER)

Pour : 24

Contre : 0

Abstentions : 4 (Jean-Luc LENOIR, Pascal VIVIANI, Olivier CABASSUT, Sandrine MORONI)

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **VOTE** le compte administratif 2020 du budget du Théâtre de l'Ardillon.

Délibération n°2021-04-12-2e

Objet : Affectation de résultat de fonctionnement 2020 du budget de la Commune

L'affectation du résultat d'exploitation du Compte Administratif de chaque budget permet de constater le résultat de la section d'exploitation de l'exercice passé et ensuite d'affecter le résultat en priorité :

- A l'apurement d'un éventuel déficit d'exploitation antérieur (report à nouveau débiteur) ;
- A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068) ;

- Pour le solde, en excédent d'exploitation reporté (report à nouveau créateur) ou en dotation complémentaire en réserve (compte 1068).

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 du budget principal de la Commune qui s'élève à la somme de 2 505 341.91 €, est affecté comme suit :

- Section de fonctionnement – recettes – article 002 « résultat de fonctionnement reporté » 659 564.58 €.
- Section d'investissement – recettes- article 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé » 1 845 777.33€.

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur cette affectation.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 23

Ne prend pas part au vote : 2 (Elisabeth CERNEAU, Yvon MARTIN)

Pour : 23

Contre : 0

Abstentions : 4 (Jean-Luc LENOIR, Pascal VIVIANI, Olivier CABASSUT, Sandrine MORONI)

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **DECIDE** d'affecter le résultat de fonctionnement du compte administratif 2020 du budget principal de la Commune comme suit :

Section de fonctionnement – recettes – article 002 « résultat de fonctionnement reporté » 659 564.58 €.

Section d'investissement – recettes- article 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé » 1 845 777.33€.

Délibération n°2021-04-12-2f

Objet : Affectation de résultat de fonctionnement 2020 du budget annexe du théâtre de l'Ardillon

L'affectation du résultat d'exploitation du Compte Administratif de chaque budget permet de constater le résultat de la section d'exploitation de l'exercice passé et ensuite d'affecter le résultat en priorité :

- A l'apurement d'un éventuel déficit d'exploitation antérieur (report à nouveau débiteur) ;
- A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068) ;
- Pour le solde, en excédent d'exploitation reporté (report à nouveau créateur) ou en dotation complémentaire en réserve (compte 1068).

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 du budget annexe du Théâtre de l'Ardillon qui s'élève à la somme de 12 557.64 €, est affecté comme suit :

-Section de fonctionnement – recettes – article 002 « résultat de fonctionnement reporté » 12 557.64 €.

-Le résultat d'investissement de 2020 du budget annexe du Théâtre de l'Ardillon s'élève à 20 074.09 €.

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur cette affectation.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstentions : 4 (Jean-Luc LENOIR, Pascal VIVIANI, Olivier CABASSUT, Sandrine MORONI)

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **DECIDE** d'affecter le résultat de fonctionnement du compte administratif 2020 du budget annexe du Théâtre de l'Ardillon comme suit :

Section de fonctionnement – recettes – article 002 « résultat de fonctionnement reporté » 12 557.64 €.

Délibération n°2021-04-12-2g

Objet : Budget Primitif 2021 de la Commune

Le Budget Primitif 2021 de la Commune et ses états annexes sont présentés à l'approbation du Conseil

Municipal.

Le vote s'effectue au niveau du chapitre budgétaire pour la section de fonctionnement et par opération en section d'investissement.

Il est voté avec la reprise du résultat de 2020.

Le Budget Primitif de la Commune, s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 10 455 647.48 euros en section de fonctionnement et à la somme de 5 134 971.85 euros en section d'investissement.

Il est demandé au Conseil Municipal de voter le Budget Primitif 2021 du Budget de la Commune.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 25

Pour : 23

Contre : 2 (Elisabeth CERNEAU, Yvon MARTIN)

Abstentions : 4 (Jean-Luc LENOIR, Pascal VIVIANI, Olivier CABASSUT, Sandrine MORONI)

Et par vote à mains levées, à la majorité des suffrages exprimés

VOTE par chapitre en fonctionnement et par opération en investissement, le budget primitif 2021 du budget principal de la Commune de VIAS avec la reprise du résultat 2020, arrêté en dépenses et en recettes à la somme de 10 455 647.48 euros en section de fonctionnement et à la somme de 5 134 971.85 euros en section d'investissement.

Délibération n°2021-04-12-2h

Objet : Budget primitif 2021 du budget annexe de l'Ardaillon

Le Budget Primitif 2021 du budget annexe du Théâtre de l'Ardaillon et ses états annexes sont présentés à l'approbation du Conseil Municipal.

Le vote s'effectue au niveau du chapitre budgétaire pour la section de fonctionnement et par opération en section d'investissement.

Il est voté avec la reprise du résultat 2020.

Le Budget Primitif du budget annexe du Théâtre de l'Ardaillon, s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de 238 439.14 euros en section de fonctionnement et à la somme de 46 374.09 euros en section d'investissement.

Il est demandé au Conseil Municipal de voter le Budget Primitif 2021 du Budget Annexe de l'Ardaillon.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstentions : 4 (Jean-Luc LENOIR, Pascal VIVIANI, Olivier CABASSUT, Sandrine MORONI)

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des suffrages exprimés

VOTE par chapitre en fonctionnement et par opération en investissement, le budget primitif 2021 du budget annexe du Théâtre de l'Ardaillon avec la reprise du résultat 2020, arrêté en dépenses et en recettes à la somme de 238 439.14 euros en section de fonctionnement et à la somme de 46 374.09 euros en section d'investissement.

Délibération n°2021-04-12-2i

Objet : Subventions aux associations, au CCAS et au Théâtre de l'Ardaillon

Les associations dont la liste figure ci-dessous ont présenté un dossier de demande de subvention.

Le Conseil Municipal est appelé à voter les subventions allouées à ces associations ainsi qu'une subvention au Centre Communal d'Action Sociale et au Théâtre de l'Ardaillon, au titre de l'année 2021.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 28

Ne prend pas part au vote : 1 (Muriel PRADES)

Pour : 28

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **DECIDE** d'accorder une subvention au titre de l'année 2021 aux associations suivantes :

* Avenir de Bessan	300 €
* Club des Archers Viassois	1 300 €
* Foyer Socio-éducatif Bessan	200 €
* L'Atelier Viassois	1 000 €
* Festa Fabo	600 €
* De fil en aiguille	300 €
* Palettes et Couleurs Viassoises	550 €
* Anciens combattants - ACPG	350 €
* Volley Club	500 €
* Vias Bikers Group	1 000 €
* Vias Beach Bikers	1 000 €
* VTT-VTC	1 000 €
* Cyclotourisme club	600 €
* Vias Judo	2 000 €
* En bonne voix	2 000 €
* Swing 42	2 000 €
* GAIA	500 €
* Tennis Club	5 000 €
* Les Commerçants de Vias Plage	2 000 €
* Assoc Républicaine des Anciens combattants	350 €
* Comme chez soie	1 000 €
* Comité des fêtes	20 000 €
* Aéroclub	800 €
* Vias en Jazz	3 000 €
* Chats Viassois	500 €
* Walking Football Vias	500 €
* Les Loustics	500 €
* Sous réserve d'attribution :	44 375 €
- **DECIDE** d'accorder une subvention au titre de l'année 2021 au centre communal d'action sociale de 206 751.27€
- **DECIDE** d'accorder une subvention au titre de l'année 2021 au Théâtre de l'Ardillon de 146 606.50€
- **PRECISE** que les subventions pourront être versées sous forme d'acomptes.

Délibération n°2021-04-12-2j

Objet : Subvention à l'association Club du 3eme âge

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 500 euros à l'Association Club du 3eme âge, au titre de l'année 2021.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « *sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet* » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 27

Ne prend pas part au vote : 2 (Lucette ALBERTO, Chantal MESLARD)

Pour : 27

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **DECIDE** d'accorder une subvention de 500 euros à l'Association Club du 3eme âge, au titre de l'année 2021.

Délibération n°2021-04-12-2k

Objet : Subvention à l'association FNACA

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 350 euros à l'Association FNACA, au titre de l'année 2021. Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « *sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet* » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 28

Ne prend pas part au vote : 1 (Lucette ALBERTO)

Pour : 28

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **DECIDE** d'accorder une subvention de 350 euros à l'Association FNACA, au titre de l'année 2021.

Délibération n°2021-04-12-2l

Objet : Subvention à l'association Gymnastique Viassoise

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 300 euros à l'Association Gymnastique Viassoise, au titre de l'année 2021.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « *sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet* » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 28

Ne prend pas part au vote : 1 (Sandrine MAZARS)

Pour : 28

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **DECIDE** d'accorder une subvention de 300 euros à l'Association Gymnastique Viassoise, au titre de l'année 2021.

Délibération n°2021-04-12-2m

Objet : Subvention à l'association La Boule Joyeuse

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 2 000 euros à l'Association la Boule Joyeuse, au titre de l'année 2021.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « *sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet* » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 28

Ne prend pas part au vote : 1 (Gilles GIMBERNAT)

Pour : 28

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **DECIDE** d'accorder une subvention de 2 000 euros à l'Association la Boule Joyeuse, au titre de l'année 2021.

Délibération n°2021-04-12-2n

Objet : Subvention à l'association PAVIDOC

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 1 000 euros à l'Association PAVIDOC, au titre de l'année 2021.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « *sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet* » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 24

Ne prend pas part au vote : 5 (Bernard SAUCEROTTE, Jean-Luc PRADES, Muriel PRADES, Maryse OLIVÉ, Lucien BABAU-RODRIGUEZ)

Pour : 24

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **DECIDE** d'accorder une subvention de 1 000 euros à l'Association PAVIDOC, au titre de l'année 2021.

Délibération n°2021-04-12-2o

Objet : Subvention à l'association St Hubert Club Viassois

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 2 100 euros à l'Association Saint Hubert Club Viassois, au titre de l'année 2021.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « *sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés* »

à l'affaire qui en fait l'objet » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 28

Ne prend pas part au vote : 1 (Sandrine MAZARS)

Pour : 28

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **DECIDE** d'accorder une subvention de 2 100 euros à l'Association Saint Hubert Club Viassois, au titre de l'année 2021.

Délibération n°2021-04-12-2p

Objet : Subvention à l'association UNC

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 350 euros à l'Association UNC, au titre de l'année 2021.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « *sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet* » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 25

Ne prend pas part au vote : 5 (Gérard ALLARD, Pierre ROS, Chantal MESLARD, Maryse OLIVÉ, Carole MAUREL)

Pour : 24

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **DECIDE** d'accorder une subvention de 350 euros à l'Association UNC, au titre de l'année 2021.

Délibération n°2021-04-12-2q

Objet : Subvention à l'association les Volants Viassois

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 1 000 euros à l'Association les Volants Viassois, au titre de l'année 2021.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « *sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet* » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 28

Ne prend pas part au vote : 1 (Marie-Josée VILLETTE)

Pour : 28

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **DECIDE** d'accorder une subvention de 1 000 euros à l'Association les Volants Viassois, au titre de l'année 2021.

Délibération n°2021-04-12-2r

Objet : Subvention Aviron Agathois

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 500 euros à l'Association Aviron Agathois, au titre de l'année 2021.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « *sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet* » et invite les membres du Conseil Municipal concernés à ne pas prendre part à ce vote.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 28

Ne prend pas part au vote : 1 (Monsieur le Maire Jordan DARTIER)

Pour : 28

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **DECIDE** d'accorder une subvention de 500 euros à l'Association Aviron Agathois, au titre de l'année 2021.

Délibération n°2021-04-12-2s

Objet : Fixation des taux d'imposition des impôts directs locaux

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'il y aurait lieu de fixer les taux d'imposition de l'exercice 2021.

Cette année, la loi de finances 2021 marque l'entrée en vigueur de l'acte 2 de la suppression de la Taxe d'Habitation votée lors de la loi de finances 2020.

Le taux de Taxe d'Habitation n'est plus voté par les Communes.

En remplacement de la Taxe d'Habitation **sur la résidence principale, les Communes disposent à présent de l'actuelle part départementale de la Taxe Foncière**. Ainsi, la lisibilité pour le contribuable sera améliorée car le bloc communal percevra la totalité de cette taxe, dont il maîtrisera le taux.

Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les taux suivants :

- Taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties : 46.00 %
- Taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties : 64.94%

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 29

Pour : 23

Contre : 6 (Jean-Luc LENOIR, Pascal VIVIANI, Olivier CABASSUT, Sandrine MORONI, Elisabeth CERNEAU, Yvon MARTIN)

Abstentions : 0

Et par vote à main levées, à la majorité des suffrages exprimés

- **DECIDE** de fixer les taux d'imposition sur l'exercice 2021 comme suit :
 - Taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties : 46.00 %
 - Taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties : 64.94%

Délibération n°2021-04-12-2t

Objet : Rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT)

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T) a pour rôle principal de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre Communes et EPCI.

La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée vient de notifier à la Commune le rapport de cette commission, en date du 4 Février 2021.

Ce rapport prend acte des transferts des compétences « Eaux pluviales » et « Défense Extérieure Contre l'Incendie » et détermine le montant de l'attribution de compensation prévisionnel 2021 attribuée à la Commune.

Le montant prévisionnel de cette attribution pour 2021 est fixé à 1 064 283 €.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver ce rapport.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 29

Pour : 29

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **DECIDE** d'approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées en date du 4 Février 2021, qui fixe le montant de l'attribution de compensation prévisionnelle 2021 de la Commune de Vias à 1 064 283 €.

Délibération n°2021-04-12-2u

Objet : Perception de la taxe de séjour pour 2022 : Fixation des tarifs des catégories d'hébergement et modalités de perception

La fixation des tarifs de la taxe de séjour est déterminée par délibération du Conseil Municipal prise avant le 1^{er} juillet pour une application à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante, conformément au barème légal applicable pour chaque nature et chaque catégorie d'hébergement.

Article 1 :

La présente délibération reprend toutes les modalités et les tarifs de la taxe de séjour sur son territoire et annule et remplace toutes les délibérations antérieures à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 2 :

La taxe de séjour est perçue au réel pour les natures d'hébergement à titre onéreux suivantes :

- Palaces
- Hôtels de tourisme
- Résidences de tourisme
- Meublés de tourisme
- Villages de vacances
- Chambres d'hôtes
- Auberges collectives
- Les emplacements dans les aires de camping-cars et les parcs de stationnement touristique
- Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergement mentionnées aux 1° à 9° de l'article R. 2333-44 du CGCT.

La taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui n'y sont pas domiciliées (voir : article L.2333-29 du Code général des collectivités territoriales). Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque touriste est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour. La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

La taxe de séjour est perçue au forfait pour les natures d'hébergement à titre onéreux suivantes :

- Les terrains de camping et de de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air
- Les ports de plaisance

Au forfait il est proposé d'appliquer un abattement de 34%.

Les hébergeurs dont les établissements sont au régime du forfait doivent s'acquitter de la taxe par un versement de :

-50% au 31 Juillet.

-Le solde au 30 Septembre.

Article 3 :

La taxe de séjour est perçue sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 4 :

Le Conseil Départemental de l'Hérault, par délibération du 26 février 1990, a institué une taxe additionnelle de 10% à la taxe de séjour communale. Conformément aux dispositions de l'article L.3333-1 du CGCT, la taxe additionnelle est recouvrée par la commune de Vias, pour le compte du département dans les mêmes conditions que la taxe communale à laquelle elle s'ajoute.

Article 5 :

Le barème des tarifs de la taxe de séjour communale au réel est fixé de la manière suivante et est applicable au 1^{er} janvier 2022 :

Catégories d'hébergement	Tarifs fixés par la Commune de Vias	Tarifs fixés par le Département de l'Hérault	Tarifs totaux
Palaces	4,00 €	0,40€	4,40€
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	3,00€	0,30€	3,30€
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	2,30€	0,23€	2,53€
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1,50€	0,15€	1,65€
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles	0,90€	0,09€	0,99€
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,80€	0,08€	0,88€
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranches de 24 heures	0,55€	0,06€	0,61€
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20€	0,02€	0,22€

Article 6 :

Tarif de la taxe proportionnelle :

Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau de l'article 5, le tarif applicable par personne et par nuitée est de 5 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le plafond du tarif de la taxe proportionnelle n'est plus légalement limité à 2,30

€ (hors taxes additionnelles) mais au tarif le plus élevé délibéré par la collectivité territoriale avant le 1^{er} octobre 2020.

Article 7 :

Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT :

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;

Article 8 :

Les logeurs soumis au **régime du réel** doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès du service taxe de séjour.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10 le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre des séjours.

En cas de déclaration par internet le logeur doit effectuer sa déclaration avant le 15 du mois et ne communiquera ses justificatifs à la collectivité qu'à sa demande.

Le service taxe de séjour transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées qu'ils doivent leur retourner accompagné de leur règlement avant le :

- avant le 30 septembre, pour les taxes perçues du 1^{er} janvier au 31 août.
- avant le 31 janvier, pour les taxes perçues du 1^{er} septembre au 31 décembre.

Les hébergeurs dont les établissements sont au **régime du forfait** doivent s'acquitter de la taxe par un versement de :

- 50 % au 31 juillet.
- Le solde au 30 septembre.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 29

Pour : 29

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **APPROUVE** le barème des tarifs de la taxe de séjour communale pour chaque nature et catégorie d'hébergement exposés ci-dessus à compter du 1^{er} Janvier 2022.

- **CONFIRME** l'ensemble des modalités d'application.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Délibération n°2021-04-12-2v

Objet : Convention d'exonération partielle de la redevance d'occupation du domaine public sur la partie comprise entre l'impasse du Sourel et le front de mer de l'avenue de la Méditerranée

La Ville a engagé des travaux de requalification de l'Avenue de la Méditerranée notamment sur la partie située entre l'Impasse du Sourel et le Front de mer.

Suite à cette requalification, la Ville a approuvé un cahier des charges et de prescriptions architecturales concernant l'occupation du domaine public

Les entreprises ayant leurs commerces sur cette partie du territoire communal et souhaitant exploiter une terrasse sur le domaine public municipal doivent respecter le cahier des charges et de prescriptions architecturales adopté.

Le respect de ces prescriptions impose aux dites entreprises des investissements conséquents entre 20 000€ et 150 000€ en fonction des situations.

La Ville souhaite encourager et soutenir ces investissements privés sur le domaine public communal dans le cadre de la valorisation de l'espace public en cohérence avec les travaux de requalification menés.

En conséquence, la Ville souhaite exonérer partiellement les entreprises commerçantes se situant sur ce linéaire de leur redevance annuelle d'occupation du domaine public à proportion de leur investissement et ce, sur une durée correspondante à l'arrêté de permission de voirie qui leur sera délivré.

Après dépôt d'une demande d'occupation du domaine public et délivrance d'une autorisation, l'exploitant

pourra, sous réserve du respect du cahier des charges, bénéficier d'une exonération partielle de sa redevance annuelle à hauteur de l'investissement réalisé et ce, sur la durée correspondante à l'arrêté de permission de voirie délivré.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention type d'exonération partielle de la redevance annuelle d'occupation du domaine public sur la partie comprise entre l'Impasse du Sourel et le Front de mer de l'Avenue de la Méditerranée et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL DELIBERE

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstentions : 2 (Elisabeth CERNEAU, Yvon MARTIN)

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **APPROUVE** la convention type d'exonération partielle de la redevance annuelle d'occupation du domaine public sur la partie comprise entre l'Impasse du Sourel et le Front de mer de l'Avenue de la Méditerranée.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

Délibération n°2021-04-12-3a

Objet : Contrat de bail à long terme comportant promesse de vente portant sur le lot n°2 situé sur une parcelle cadastrée section AV n°17 entre la commune de Vias et M. Olivier Lefebvre de Maurepas

Afin de renforcer l'offre de stationnement sur Vias-Plage, la Commune de VIAS souhaite réaliser un parc de stationnement public de véhicules légers de 360 places environ qu'elle exploitera sous forme de délégation de service public conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 18 juin 2019.

A ce titre, la Commune s'est rapprochée de M. Olivier LEFEBVRE de MAUREPAS, afin de conclure un contrat de bail à long terme comportant promesse de vente à son bénéfice et portant sur le lot n°2 situé sur une parcelle cadastrée section AV n°17 d'une superficie de 1ha 08ca 30ca, sis les Salisses à Vias.

Ce volume correspond à une parcelle en nature de terre figurant au PLU approuvé le 24 juillet 2017 en zone I-AUT1i destiné à recevoir un parc de stationnement de véhicules.

Il convient de préciser que la Commune de Vias a d'ores et déjà obtenu un permis d'aménager suivant Arrêté du Maire en date du 15 mars 2018 portant le numéro n° PA3433217K0007.

Il convient également de préciser qu'un permis de construire a été délivré pour l'installation des ombrières photovoltaïques en date du 30 novembre 2018.

La réalisation et l'exploitation de ce parc de stationnement de véhicules seront effectuées dans le cadre d'une délégation de service public comme il a été indiqué ci-dessus.

Dans le cadre du projet de contrat de bail comportant promesse de vente portant sur le lot n°2 situé sur une parcelle cadastrée section AV n°17 entre la Commune de Vias et M Olivier LEFEBVRE de MAUREPAS, il est prévu que :

- Le loyer annuel est fixé au montant annuel de la redevance fixée par le délégataire à la Commune de Vias, à savoir :
 - La somme de VINGT MILLE EUROS (20.000,00 EUR)
 - Si le montant de la redevance est supérieur suite à la proposition du délégataire de service public dans la limite de la somme de VINGT QUATRE MILLE EUROS (24.000,00 EUR).

A l'issue de la durée, la Commune de Vias aura la faculté de demander ou non la réalisation de la promesse de vente.

Monsieur LEFEBVRE de MAUREPAS s'interdit pendant toute la durée du contrat de rétracter son engagement de vendre.

D'un commun accord entre les parties, il ne sera versé aucune indemnité d'immobilisation par la Commune de Vias.

Le contrat de bail comportant promesse de vente portant sur le lot n°2 situé sur une parcelle cadastrée

section AV n°17 entre la Commune de Vias et M Olivier LEFEBVRE de MAUREPAS est consenti pour une durée arrivant à échéance le 31 décembre 2042.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le contrat de bail à long terme comportant promesse de vente entre la Commune de Vias et M. Olivier LEFEBVRE de MAUREPAS et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstentions : 6 (Jean-Luc LENOIR, Pascal VIVIANI, Olivier CABASSUT, Sandrine MORONI, Elisabeth CERNEAU, Yvon MARTIN)

Et par vote à mains levées, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **APPROUVE** le présent contrat de bail à long terme comportant promesse de vente entre la Commune de Vias et M. Olivier LEFEBVRE de MAUREPAS,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

Délibération n°2021-04-12-3b

Objet : Contrat de bail de la parcelle communale cadastrée AH n° 49 entre la société ORANGE et la Commune de Vias

Dans le cadre du développement et de l'amélioration du réseau de communication électronique, l'opérateur ORANGE doit procéder à l'implantation et l'exploitation d'équipements techniques.

Ainsi, la Commune de Vias met à disposition la parcelle communale cadastrée AH n°49, sise 618 chemin de la Cosse, à la société ORANGE pour l'implantation d'un pylône de télécommunication de 30 mètres de hauteur et dont les plans figurent en annexe du présent bail.

Par ailleurs, un dossier d'information a été déposé en mairie le 25 janvier 2021 et cette installation fera également l'objet d'une déclaration préalable de travaux.

Le présent bail est consenti pour une durée initiale de douze ans et accepté en contrepartie d'un loyer annuel de quatre mille euros TTC, révisable annuellement à un taux de 1%. Les termes de ce contrat prendront effet à la signature du présent bail par chaque partie.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le contrat de bail entre la Commune de Vias et la société ORANGE et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 29

Pour : 29

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **APPROUVE** le présent contrat de bail entre la Commune de Vias et la société Orange,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

Délibération n°2021-04-12-3c

Objet : Convention de servitude sur la parcelle communale AZ n° 219 entre la société ENEDIS et la Commune de Vias

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, la société ENEDIS sollicite la Commune de Vias afin d'établir une convention de servitude sur la parcelle communale cadastrée section AZ n°219, sise chemin du Clot.

Cette convention conclue à titre gratuit concerne la pose d'un câble souterrain pour l'alimentation de la parcelle cadastrée AZ n°222. Cette parcelle a fait l'objet d'un permis de construire référencé PC n°3433219K0021 délivré le 5 décembre 2019. Les travaux de pose du câble feront également l'objet d'une permission de voirie.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention correspondante entre la Commune de Vias et la société ENEDIS et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 29

Pour : 29

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **APPROUVE** la présente convention,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

Délibération n°2021-04-12-3d

Objet : Convention de servitude sur les parcelles communales BV n° 258 et BW n° 31 entre la société ENEDIS et la Commune de Vias

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, la société ENEDIS sollicite la Commune de Vias afin d'établir une convention de servitude sur les parcelles communales cadastrées section BV n°31 et BW n°258, sises rue Jean Manzanera. Cette convention concerne la pose d'un câble souterrain pour l'enfouissement du réseau électrique situé rue du 8 mai 1945, conformément au plan annexé. Ces travaux feront également l'objet d'une permission de voirie.

Une indemnité unique et forfaitaire de vingt euros sera versée à la Commune par la société ENEDIS lors de l'établissement de l'acte notarié.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention correspondante entre la Commune de Vias et la société ENEDIS et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 29

Pour : 29

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

- **APPROUVE** la présente convention,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

Délibération n°2021-04-12-4a

Objet : Mise en place d'un avenant aux conventions de mise à disposition des équipements sportifs

La situation sanitaire actuelle ne permettant pas l'utilisation des équipements sportifs couverts pour la pratique des activités physiques et sportives, il est proposé d'établir un avenant aux conventions de mise à disposition des équipements sportifs, déjà existantes.

Cet avenant permettra aux associations sportives d'utiliser les ERP de plein air de la Commune et donc de proposer à leurs adhérents une reprise des activités en extérieur.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver cet avenant.

**CECI EXPOSE, LE CONSEIL MUNICIPAL,
DELIBERE,**

Nombres de conseillers en exercice : 29

Présents : 26

Représentés : 3

Absents : 0

Suffrages exprimés : 29

Pour : 29

Contre : 0

Abstentions : 0

Et par vote à mains levées, à l'unanimité

AUTORISE la mise en place d'un avenant aux conventions types de mise à disposition des équipements sportifs

L'ordre du jour est épuisé. La séance est levée à 20h09.

Compte rendu affiché le : **16 AVR. 2021**

Maire Jordan DARTIER
Maire de Vias

